

Communiqué de presse

Paris, le 25 septembre 2019

## **Les personnes retraitées en prise directe avec les personnels de la santé.**

Depuis plusieurs mois les personnels des services d'urgence manifestent leur exaspération face à un environnement professionnel qui ne cesse de se dégrader. Ils et elles réclament des réponses à la situation actuelle et repoussent les propos de la ministre selon laquelle, principalement, il leur conviendrait de mieux s'organiser.

Les travailleurs et les travailleuses, quel que soit leur métier, quelle que soit leur profession, sont habitués à ce genre de discours : quand ça va mal, en gros, c'est de notre faute. Nous ne travaillons pas assez, nous sommes mal organisés, nous perdons du temps à des choses inutiles. Aujourd'hui, c'est ce que dit La Poste à ses facteurs quand ils restent trop longtemps près d'une personne et qu'ils ne sont pas assez expéditifs dans leurs tournées ; c'est ce qui est dit aux livreurs de pizzas qui ne roulent pas assez vite, aux ambulanciers qui lambinent avec une malade handicapée, à l'opérateur qui ne se débarrasse pas assez vite d'une personne sur une plateforme téléphonique, etc. Toujours, ce sont celles et ceux qui ne travaillent pas qui disent à celles et ceux qui travaillent comment ils et elles doivent faire ! Et toujours il nous faut faire plus avec moins. C'est encore aujourd'hui l'attitude de la ministre de la Santé (sic ! incroyable mais vrai, cette personne est ministre de la Santé !).

Le gouvernement ne veut pas démordre de son choix idéologique, à savoir qu'il faut libérer les entreprises, et, derrière elles, les propriétaires des entreprises, c'est-à-dire les détenteurs de capitaux, de toute contrainte, de toute entrave, de tout impôt, de toute taxe, etc. Il n'est donc pas question de créer des postes supplémentaires dans les services des urgences, car ils « coûteraient » aux budgets publics, et il serait plus difficile de réduire encore les impôts des plus riches. Pour détourner le problème, la ministre expose ses idées géniales : pour désengorger les services d'urgence, il suffit d'envoyer ailleurs les personnes qui s'y dirigent. Ainsi, les personnes âgées sont-elles présentées comme étant en partie la cause des difficultés des services des urgences. Mme Buzyn conseille donc de diriger ces personnes vers l'hôpital public ; mais, en même temps, ce gouvernement ferme des lits dans les hôpitaux publics, et particulièrement dans les services de gériatrie. Mme Buzyn conseille également d'envoyer les personnes âgées vers les EHPAD, mais ce même gouvernement ne cesse de restreindre les crédits publics qui seraient nécessaires pour ouvrir de nouveaux EHPAD publics et pour permettre à

ceux qui existent de fonctionner dans des conditions acceptables, acceptables pour les personnels et acceptables pour les patients et les familles. De plus, ce n'est pas dans les EHPAD que des examens médicaux seront réalisés et que des soins adaptés pourront être dispensés. Depuis plusieurs années également, les personnels de l'aide aux personnes âgées en perte d'autonomie (à domicile et en établissement), avec leurs organisations syndicales, manifestent régulièrement pour dénoncer tant leur situation que celle qui est faite, en conséquence directe, aux personnes âgées qui recourent à leurs services. Ils manifesteront de nouveau au cours de la première moitié du mois d'octobre, et les militantes et militants de l'UNIRS participeront aux manifestations qui seront organisées dans ce cadre, notamment pour soutenir la revendication des personnels de l'embauche de 40 000 personnes dans les établissements et pour les soins à domicile d'ici la fin de l'année 2019. Le gouvernement ne prend pas du tout cette orientation.

Ces salariés et salariées, très souvent des femmes, ont des emplois souvent précaires, peu formés, très mal rémunérés et très peu considérés par la société. Et pourtant, toutes ces personnes sont précieuses pour les personnes âgées, précieuses pour les familles, précieuses pour la société. Ce gouvernement fait le choix de prioriser la rentabilité financière de tout ce secteur (c'est « l'or gris », de plus en plus prisé par les investisseurs) par rapport aux conditions de travail et d'emploi des personnels et aux conditions de vie des patientes et des patients. Nous demandons la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie regroupant à terme les services de l'aide à domicile et les services affectés aux établissements. Nous demandons la présence systématique de personnels infirmiers qualifiés dans les EHPAD, et de personnels de soins conformément aux préconisations d'un soignant pour un-e- résident-e.

L'hypocrisie des membres du gouvernement, et très au-delà, est totale. Nous allons encore le constater dans les communes, du 7 au 13 octobre 2019, autour des initiatives organisées dans le cadre de la « semaine bleue ». Cette année, le thème général sera celui du vieillissement et des liens entre générations, avec un éclairage particulier : « pour une société plus respectueuse de la planète : ensemble agissons ». Le Président de la République, la ministre des Solidarités et de la Santé, et quelques autres, vont se présenter sur les écrans aux côtés de quelques personnes âgées en fauteuil roulant, devant une tasse de café et trois biscuits. Celles et ceux qui, depuis des mois, traitent les personnes retraitées de personnes privilégiées, nanties, favorisées, égoïstes, etc., vont s'interroger sur les conditions d'une meilleure intégration des « séniors » dans la société et s'extasier sur la manière dont ils et elles sont mieux traité-e-s en France qu'ailleurs !

L'UNIRS invite les militantes et militants à provoquer le débat avec ces élus pour dénoncer leur double discours et souligner la dureté de leurs choix politiques à l'égard de celles et ceux qui travaillent auprès des personnes âgées et la dureté de ces mêmes choix à l'égard des personnes retraitées.